

# Triel : 90 migrants musulmans soudanais, le coup de grâce pour ma ville

**ALERTE !**

**90 clandestins musulmans à Triel !**

*La préfecture des Yvelines vient d'imposer au maire de Triel la présence de 90 « migrants », hommes seuls, jeunes et vigoureux majoritairement soudanais qui seront hébergés dans l'ancienne maison de retraite, fermée en juin dernier. Alors qu'on essaie de rassurer la population en ne parlant que d'un délai d'un mois, si on en croit l'édition du Parisien Libéré de samedi matin, ils seront présents jusqu'à fin mars. Notons que le maire, pourtant mis devant le fait accompli, leur a souhaité la bienvenue, tout en signalant que Triel devait gérer 250 caravanes de roms dans la plaine et 150 caravanes de gens du voyage. Nous aurions pu attendre d'un maire au service de sa population qu'il proteste contre ce coup de force démocratique, et s'indigne d'une présence massive qui va bouleverser le quotidien de nos concitoyens. Dans un contexte où le centre-ville de Triel change à vue d'œil, et où le nombre de cambriolages dans notre commune oblige beaucoup de nos concitoyens à s'équiper d'alarmes, ce coup de force d'un Préfet obéissant aux ordres du gouvernement ne pourra que révolter les Triellois qui s'inquiètent à juste titre des conséquences d'une telle décision dans leur vie quotidienne.*

Il faut savoir que :

1) Ces 90 « migrants » seront logés et nourris, aux frais du contribuable français. Leur présence entraîne celle d'un nombre important de salariés de la Croix rouge. Il n'y avait pas d'argent pour loger nos anciens, mais on en trouve pour héberger des personnes en situation irrégulière !

2) Ces 90 « migrants » n'ont pas de titre de séjour, car ce sont des **clandestins** qui ont pénétré **illégalement** dans notre pays ;

3) Selon le rapport de la Cour des Comptes, publié le 20 octobre dernier, 96% des déboutés du droit d'asile, qui devraient être expulsés, restent illégalement en France : **la quasi-totalité de ces 90 clandestins resteront donc à Triel si personne ne s'oppose à leur présence.**

Triel-sur-Seine est une paisible commune des Yvelines, 11.000 habitants, située à 40 kilomètres à l'ouest de Paris. La ville est voisine de Chanteloup-les-Vignes, où des émeutiers viennent de se distinguer en agressant des policiers de la Bac. Elle est également à 10 kilomètres des Mureaux, ville très islamisée où notre premier ministre vient d'annoncer de nouvelles mesures pour favoriser la mixité sociale (sic !). C'est une ville constituée de ces Français qui, comme moi, ont choisi de faire deux heures par jour, et souvent davantage, dans les transports en commun pour bénéficier d'un cadre de vie plutôt agréable. Triel devient de plus en plus une ville

dortoir, où les commerces ferment les uns après les autres. On y voit de plus en plus des boutiques de restauration rapide s'ouvrir, avec notamment deux Kebab tenus par des Turcs.

La population de Triel change, à cause de la loi Duflot. Cette ville avait le malheur de ne pas compter les sacro-saints 25 % de logements aidés, imposés par l'ancienne ministre du Logement. Comme les amendes ont été multipliées par cinq, rien de moins, les élus ont donc dû négocier avec le Préfet, qui leur a imposé, sur trois ans un plan draconien. Ils ont dû s'engager à construire 178 logements sociaux (soit 700 nouveaux habitants) contre la réduction de moitié de l'amende à régler. Autrement dit, au lieu de payer 600.000 euros par an d'amende, la commune (dont les Triellois) n'en paie que 300.000 !

Les conséquences se constatent quotidiennement, dans le centre-ville et ses nombreuses boutiques fermées. On y voit de plus en plus de voilées et des jeunes, casquettes en arrière, issus de la diversité, qui tiennent les murs de la ville, et ne travaillent pas. On découvre le matin des canettes de bières qui traînent par terre. Certes, Triel n'est pas Chanteloup, ni Les Mureaux, ni Mantes, ni Trappes. Mais de plus en plus de Triellois installent des alarmes, pour se protéger de cambriolages dont le nombre progresse.

Tous les ans, cette ville subit la présence de plusieurs centaines de caravanes de gens du voyage qui s'imposent, en violant les lois, et volent eau et électricité qui appartiennent à la communauté. Le Préfet impose cela à la municipalité. La ville doit également faire face à 150 caravanes de sédentaires, qu'elle est sommée d'accueillir, avec la scolarisation des enfants.

A cause de l'intercommunalité, Triel a perdu, ces derniers temps, sa gendarmerie et sa caserne de pompiers. Le Crédit Agricole, qui y tenait une agence, vient de la fermer. La maison de retraite, qui permettait à une soixantaine de Triellois de finir leurs jours paisiblement dans leur ville de toujours, vient d'être fermée, pour cause de vétusté.

C'est dans cette maison de retraite que le préfet des Yvelines

a imposé la présence de 90 Soudanais, hommes seuls, presque en centre-ville.

J'ajoute que Triel, c'est ma ville, là où j'éleve encore mes enfants, et là où ont vécu mes parents et grands-parents.



Cette maison de retraite, c'est là que mon grand-père est mort. Je suis révoltée qu'il n'y ait jamais eu de moyens pour que les Triellois puissent continuer à installer leurs parents, mais qu'on y héberge 90 clandestins, par ailleurs musulmans, donnée qui aggrave les risques.

Je suis révoltée que ma ville soit si mal traitée. Je suis indignée que mes concitoyens soient mis délibérément en danger par cette nouvelle présence (qui durera bien plus que le mois annoncé). Je suis inquiète pour les nombreuses personnes âgées qui habitent cette ville, jusqu'à ce jour paisible, malgré les signes d'une évolution inquiétante. Le changement de population, le changement de peuple, on le vivait déjà à Triel, il va s'accélérer de manière épouvantable.

J'avais déjà été ébranlée par le fait que, près de chez moi, allaient se construire des logements dits aidés, et craignais qu'on ne nous y impose des clandestins de Calais ou d'ailleurs. Cela a été encore plus vite, puisque nous aurons des nouveaux venus, au nom de la mixité sociale obligatoire pour tous, dans les logements sociaux et dans notre ancienne maison de retraite.

Mon mari est chasseur, et j'avoue être rassurée de savoir qu'il a de quoi me protéger, mes deux enfants et moi. J'ai découvert, ce jour, l'édition de Riposte Laïque, journal que je lis assidument depuis six mois, date où ma voisine m'en a parlé pour la première fois.

### **Tract pour Triel sur Seine [tract-clandestins-triel](#)**

J'espère que les Triellois vont savoir s'organiser. Personnellement, je ne sais pas comment on fait pour cela, je ne suis pas une militante. J'ai lu sur votre site qu'on pouvait imprimer des tracts. Je vais le faire, modestement, à mon niveau, pour alerter mes voisins. Mais j'espère que l'opposition municipale saura prendre ses responsabilités, et organiser une résistance efficace. Sinon, j'espère vraiment que mes concitoyens, et parmi eux ceux qui savent faire cela, sauront faire quelque chose, ne pas accepter l'inacceptable. Cela serait désespérant que personne ne bouge, et que notre ville accepte ce viol, car cela en est un, sans broncher.

Avec mon mari, nous avons discuté tout le week-end. Nous nous donnons une semaine pour prendre notre décision. Mais il est probable que, si rien ne se passe, nous allons mettre notre maison en vente, et aller voir ailleurs. Cela sera un crève-cœur, mais voir ma ville mourir au quotidien et se retrouver submergée par l'invasion migratoire est une souffrance encore plus insupportable pour moi.

En vous écrivant ces lignes, les larmes me montent aux yeux. Je n'aurais jamais cru envisager de quitter Triel, la ville de mes parents et grands-parents. Et pourtant, ces 90 clandestins musulmans, c'est la goutte d'eau...

**Christine Poisson**